

N° 603

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

DES

INSPECTIONS DES PHARMACIES



THÈSE

Présentée et publiquement soutenue devant l'Ecole supérieure de
Pharmacie de Montpellier

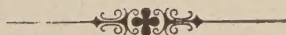
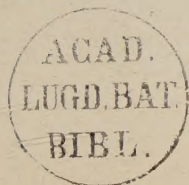
Le 27 janvier 1899

PAR

ÉMILE COSTA

Né à Ajaccio (Corse)

POUR OBTENIR LE GRADE DE PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE, 5

1899

PROFESSEURS

C. ASTRE (A. Q). *Chimie générale.*

JADIN, agrégé..... Pharmacie galénique.

Secrétaire honoraire: F.-J. BLAISE (I. P.).

NOTA.—L'Ecole de pharmacie n'accepte la responsabilité d'aucune des opinions émises par les candidats, dans les Thèses ou Synthèses qui lui sont présentées.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555608_0026

A mes premiers Maîtres

Monsieur Pierre BALLARD

Pharmacien de 1^{re} classe

Lauréat (médaille d'or) de l'École supérieure de Montpellier

ET

Monsieur Henri IMBERT

Directeur du Laboratoire des recherches

Chargé du cours de Chimie minérale à l'École supérieure de Pharmacie

Nous aurions voulu que ce travail fût plus digne de vous. Mais permettez-nous, néanmoins, de vous le dédier, afin que nous puissions publiquement témoigner à chacun de vous tout ce que nous ressentons de gratitude.

E. C.

PRÉFACE.

Nous avons tenu à terminer nos études de pharmacie par ce modeste travail, pensant que c'était là un moyen de remercier, d'une façon spéciale, tous nos Maîtres de cette École de leur haute bienveillance et même de l'intérêt dont ils nous ont toujours honoré.

Qu'ils veuillent bien recevoir l'expression de notre sincère reconnaissance. Et nous prions nos juges de nous accorder leur indulgence.

M. Collard, président du Syndicat des pharmaciens de Montpellier, nous a prodigué ses conseils éclairés, en même temps qu'il nous fournissait une grande partie des documents qui nous ont été nécessaires pour notre travail ; il a droit à tous nos remerciements. Nous ne l'oublierons pas.

E. C.

INTRODUCTION

L'idée qui nous a guidé dans le travail que nous avons l'honneur de présenter devant nos éminents Maîtres de l'École supérieure de pharmacie de Montpellier est de faire comme un tableau de toutes les lois et ordonnances qui régissent la pharmacie au point de vue de l'inspection.

Nous avons pensé que cette question de la police des pharmacies, qui fait aujourd'hui l'objet de nombreuses études en France comme à l'étranger, dans le monde professionnel comme au Parlement, est de la plus haute importance. Et ce qui le prouve, c'est que de tout temps cette question a été mise à l'ordre du jour.

Dès 1352, en effet, une ordonnance du roi Jean organisa et régla d'une façon précise « ces visites qui seront faites » tous les ans, deux fois, à Pâques et à la Toussaint, chez tous » les apothicaires de la ville de Paris et des faubourgs, par un » maître du métier d'apothicaire, assisté de deux maîtres en » médecine nommés par le doyen de la Faculté et par deux » apothicaires élus par le prévôt de Paris.

» Dans ces visites, les gardes du métier, assistés des médecins, doivent se faire présenter les drogues, les examiner » eux-mêmes et détruire celles qui sont trop vieilles ou mal » composées ».

Depuis 1352 jusqu'à nos jours, nous trouvons de nombreuses ordonnances se complétant les unes les autres, et nous

croyons utile d'en donner, en commençant ce travail, un tableau synoptique.

Que tous ceux que notre étude pourrait intéresser nous accordent leur indulgence.

L'inspection des pharmacies, réglementée une première fois par l'ordonnance de 1352, a été successivement prescrite (voir Notes justificatives, page 37) :

1° En 1484, par une ordonnance de Charles VIII, que l'on peut considérer comme le code des pharmaciens ;

2° En 1514, par une ordonnance de Louis XII, qui complète l'ordonnance de 1484 ;

3° En 1638, par une ordonnance royale, dans laquelle nous trouvons les bases de la législation actuelle ;

4° En 1777, le 25 avril, une déclaration du roi crée le Collège de pharmacie.

A partir de cette époque, l'inspection des pharmacies a lieu, mais sur une seule partie du territoire. Les maîtres de ce Collège de pharmacie, joints aux maîtres médecins, en sont chargés ;

5° En l'an V, le 12 frimaire, intervient un règlement qui est une étape vers la loi du 21 germinal an XI (voir Notes justificatives, page 41).

La plupart des ordonnances, lois, règlements, que nous venons de citer, sont réunis, condensés, dans cette loi de germinal qui, avec la loi de thermidor (même année) et le décret du 23 mars 1859, constitue la législation actuelle.

Nous tenons cependant, avant d'en faire l'étude, à donner un aperçu rapide des législations étrangères qui s'occupent de l'inspection des pharmacies.

ÉTUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

DES

INSPECTIONS DES PHARMACIES

FONCTIONNEMENT A L'ÉTRANGER

Allemagne. — La réglementation de cette question appartient encore, en Allemagne, aux législations particulières de chaque Etat, et jusqu'à aujourd'hui il n'existe pas de prescriptions générales.

En Prusse, les pharmaciens sont régis :

1° Par le titre II de l'ordonnance du 11 octobre 1801 sur l'inspection des pharmacies.

2° Par l'instruction sur la pratique de l'inspection des pharmacies du 21 octobre 1819.

3° Par le décret-circulaire du 13 mars 1820.

4° Le rescrit ministériel du 10 juillet 1840.

5° Les décrets des 5 janvier 1853 et 18 février 1861.

6° Finalement, l'ordre ministériel du 15 janvier 1865.

D'après ces documents, l'inspection doit se faire au moins tous les trois ans, sans que le *pharmacien inspecté ait été prévenu*. Aussi les dates de ces inspections sont-elles indéterminées.

De plus, il existe une inspection dite «d'ouverture», c'est-à-dire qu'aucune officine ne peut être ouverte sans avoir été préalablement inspectée.

Dans tous les cas, l'inspection est faite par trois délégués :

1° Le délégué conseiller du gouvernement : Le «Regierungsrathe».

2° Un conseiller médical : «Le «Medizinalrathe», qui peut être remplacé par un physikus.

3° Enfin au moins un chef de pharmacie.

Pour la visite de chaque pharmacie, un délégué de la municipalité ou de la police de l'endroit doit être requis par les commissaires délégués, et l'on doit en même temps convoquer le médecin de la ville, s'il n'est pas membre de la Commission, qui n'inspecte pas.

Mais nous faisons remarquer *que ni médecin, ni pharmacien ne peut inspecter une pharmacie de sa résidence*.

De plus, une surveillance directe et continuelle de tous les médecins est exercée sur les pharmacies de leur district. *Nous appelons de nouveau l'attention de nos lecteurs sur cet autre point.*

Ce mode d'inspection subit quelques modifications dans les Etats voisins :

Ainsi, en **Bavière**, c'est l'ordonnance du 27 janvier 1842 qui est en vigueur, et qui veut que les visites soient faites au moins une fois l'an à la requête de la police du district. La Commission est composée comme précédemment, mais, de plus, *un médecin homéopathe est désigné pour accompagner les autres délégués dans les pharmacies homéopathiques.*

En outre, des inspections extraordinaires peuvent avoir lieu.

Il est dressé un procès-verbal et un rapport pour chaque visite ; ce rapport est soumis au Directeur de la pharmacie pour ce qui concerne l'inspection régulière, et au Docteur des tribunaux pour les visites extraordinaires.

Dans la *Saxe*, le *Wurtemberg*, à *Bade*, dans le *Anhalt*, dans les *Etats thuringiens* et à Brême, c'est le système prussien qui est appliqué.

L'objet de ces inspections est à peu près le même dans toute l'Allemagne. Il consiste :

1° A visiter les locaux et leur organisation.

2° A faire un examen minutieux des réipients et des caisses, des instruments et ustensiles.

3° A vérifier les médicaments et préparations indiqués par la dernière pharmacopée ; le formulaire ; le livre des poisons et l'herbier des plantes officinales du pays.

4° Enfin, la Commission est chargée d'examiner les aides ou élèves afin de s'assurer s'ils sont aptes à remplir leurs fonctions.

Les frais des visites et, lorsqu'il y a lieu, des contre-visites sont à la charge des pharmaciens.

Autriche. — L'inspection a lieu tous les trois ans, dans le dernier trimestre et suivant l'endroit, par trois Commissions différentes :

1° Dans les villes d'Université, elle se compose de sept membres : le rapporteur de santé de la province, président, assisté d'un représentant du Collège des médecins, du médecin de la ville, de deux chefs de la Société de pharmacie et de deux professeurs de chimie et de pharmacie.

2° Dans les chefs-lieux, de trois membres seulement : le

rapporteur de santé de la province, le médecin de la ville et un pharmacien-chef.

3° Enfin dans les petites villes et campagnes, par le médecin du Cercle.

Danemark.— L'objet de l'inspection est le même qu'en Allemagne et le mode diffère selon que les visites sont faites à Copenhague ou dans les autres villes ; mais elle est faite partout au moins une fois l'an, à date fixe, et annoncée par le journal afin que tout médecin puisse y assister.

Pour Copenhague, la Commission est composée du médecin de la ville, de deux membres du Collège royal de santé, dont l'un est doyen de l'année courante, et de trois médecins.

Dans les autres villes du Danemark, l'inspection est faite par le médecin du Cercle, le médecin du district et un magistrat.

Grèce. — En Grèce, le Ministre de l'intérieur nomme, à une époque indéterminée, une Commission qui se compose d'un médecin du gouvernement et de deux membres du Conseil de santé (un médecin et un pharmacien).

Cette Commission est chargée de contrôler l'organisation et le caractère des officines ; d'y vérifier la pureté des médicaments simples et préparés, ainsi que leur vente au public.

Italie. — Là, il n'existe pas de visites régulières ; elles sont ordonnées par les préfets de province, soit sur leur propre initiative, soit sur la proposition du Conseil de santé de la province.

La Commission examine alors le diplôme du titulaire, l'état de la pharmacie ; vérifie la pureté des médicaments ainsi que la vente des poisons dont il doit être tenu un journal exact.

Roumanie, Serbie, Bulgarie. — L'inspection se fait, dans ces pays, comme en Grèce, mais deux fois par an et elle est régulière.

Russie. — En Russie, elle est soumise au règlement de 1864. Elle a lieu au moins une fois par an et à l'improvisiste.

La Commission est composée uniquement de médecins, membres de l'Administration médicale de Saint-Pétersbourg, du bureau médical du gouvernement à Moscou.

Cependant, à Saint-Pétersbourg, les pharmaciens ont obtenu qu'un des leurs, et nommé par eux, assisterait aux visites. Ceci néanmoins n'est pas définitif et dépend du bon plaisir du chef médical.

A Saint-Pétersbourg, comme dans le gouvernement de Moscou, la Commission est chargée de vérifier la gestion de la pharmacie, l'organisation des locaux, la conservation des médicaments et tout particulièrement des poisons et des remèdes violents, les ustensiles, le règlement de la pharmacie, la pharmacopée et la taxe.

Elle devra s'assurer, en outre, si l'inspecté possède la liste des médecins de l'empire autorisés à exercer.

Elle est chargée enfin d'examiner le livre des poisons et des ordonnances, le livre de vente courante, l'herbier et les élèves.

Ce dernier examen a été déjà vu en Allemagne, et nous tenons à le signaler ainsi que l'article suivant :

Les frais sont supportés par la caisse de l'État.

Suède — En Suède, les pharmacies sont soumises à des visites et à des inspections.

Les visites sont faites une fois par les médecins de la pro-

vince, qui sont chargés de vérifier les titres du titulaire et du personnel, l'organisation de la pharmacie, les ustensiles et enfin la pureté des remèdes.

Les inspections qui sont assez fréquentes sont confiées à deux professeurs, l'un de chimie pharmaceutique, l'autre de chimie médicale.

Ils portent le titre d'inspecteurs des pharmacies et visitent environ 50 officines tous les ans ; de sorte qu'elles le sont toutes à peu près tous les 5 à 6 ans.

Norvège. — Ce point spécial de la législation est le même que dans le Danemark.

Pays-Bas. — L'inspection est soumise à la loi de 1866 dont deux articles lui sont relatifs :

Art. 4. — Présence dans chaque pharmacie de mêmes poids et balances, irréprochables, d'un exemplaire de la pharmacopée et de tous les médicaments qui y sont désignés.

Art. 7. — Fermeture de tous les toxiques dans une armoire dont la clef doit être tenue par le pharmacien ou son élève.

Il existe une Commission de surveillance, *et en cas de contestations survenues, le différend est porté en appel devant l'inspecteur provincial.*

Nous possédons sur la législation *belge* un avant-projet de la loi sur la question et nous sommes heureux de la publier :

Surveillance, discipline, pénalité

Art. 53. — Il est créé dans chaque province une ou plusieurs Commissions médicales chargées, chacune dans son ressort :

1° De surveiller l'observation des lois et dispositions réglementaires sur l'art de guérir, à l'exception des dispositions

légales et réglementaires qui ont pour but d'assurer la fabrication, le commerce en gros et le débit en détail de médicaments de bonne qualité.

2° D'exercer le pouvoir disciplinaire sur toute personne qualifiée pour l'exercice de l'art de guérir, sans préjudice de l'action de poursuite judiciaire, s'il y a lieu.

Art. 54. — Chaque Commission est composée de médecins, pharmaciens et vétérinaires, belges ou nés en Belgique, exerçant depuis 5 ans et respectivement élus par médecins, pharmaciens et vétérinaires du ressort.

Les peines sont :

1° L'avertissement

2° La réprimande

3° La censure

4° L'interdiction d'exercer pendant un temps qui ne peut excéder deux ans.

L'appel devant les tribunaux est possible.

De plus, le gouvernement désigne parmi les membres des Commissions médicales ceux qui ont le droit de constater par des *procès-verbaux faisant foi*, jusqu'à preuve du contraire, les infractions en matière d'exercice de l'art de guérir.

En outre, des visites sont faites par des inspecteurs spéciaux.

Dans la **Turquie**, il existe des Ordonnances relatives à l'inspection des pharmacies, mais elles ne sont pas observées.

Dans les autres pays d'Europe il n'existe rien de pareil dans la législation.

Et enfin, dans les **États-Unis**, les règlements varient suivant les États, mais l'inspection est à peu près nulle.

LÉGISLATION ACTUELLE EN FRANCE

La réorganisation du service d'inspection a été réglée par un décret du 23 mars 1859, ainsi conçu :

« NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
» Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

» Sur le rapport de notre Ministre, secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

» Vu les lois des 16-24 août 1790 et des 19-25 juillet 1791 ;

» Vu les lois du 19 ventôse et 21 germinal an XI ;

» Vu l'arrêté du Gouvernement du 25 thermidor, même année ;

» Vu les lois annuelles du budget des recettes ;

» Vu la loi du 14 juin 1854 et le décret portant règlement d'administration publique du 21 août suivant ;

» Notre Conseil d'Etat entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

» Art. 1^{er}. — L'inspection des officines des pharmaciens et des magasins des droguistes, précédemment exercée par les Jurys médicaux, est attribuée aux Conseils d'hygiène publique et de salubrité ; la visite en sera faite, au moins une fois par an, dans chaque arrondissement, par trois membres de ces Conseils, désignés spécialement par arrêté du Préfet.

» Art. 2. — Les Ecoles supérieures de pharmacie de Paris,

»de Strasbourg (1) et de Montpellier, continueront à rem-
»plir, en ce qui concerne la visite des officines des pharma-
»ciens et des magasins des droguistes, les attributions qui
»leur ont été conférées par l'art. 29 de la loi du 21 germinal
»an XI.

»Art. 3. — Il sera pourvu au paiement des frais de ces
»inspections conformément aux lois et règlements en vi-
»gueur (2);

»Art. 4. — Notre Ministre, secrétaire d'Etat au ministère
»de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est
»chargé de l'exécution du présent décret.

»*Signé* : NAPOLEON».

Voyons maintenant comment doit être composé ce Jury
d'inspection :

«La Commission d'inspection, dont les membres prennent le
titre d'inspecteurs de la pharmacie, est désignée annuellement
par arrêté préfectoral.

»Elle se compose d'un docteur en médecine et de deux
pharmaciens ; ou d'un docteur en médecine, d'un pharmacien
et d'un chimiste choisis parmi les membres du Conseil d'hygiène
de l'arrondissement».

Mais on a discuté ce que signifiait le mot chimiste. Ce titre
n'existant pas, les préfets ont en effet le droit de nommer
qui ils veulent pour occuper les fonctions d'inspecteur. Presque
toujours, c'est un médecin qui est choisi comme chimiste,
d'où deux médecins pour l'inspection.

Et nous nous permettons de faire remarquer que certains
médecins exerçant dans les communes où il n'y a pas de phar-
macie établie ont le droit d'avoir des médicaments pour leurs

(1) Aujourd'hui Nancy.

(2) C'est-à-dire par les inspectés.

malades. Ils sont par cela même soumis à l'inspection, et nous nous demandons s'ils admettraient que celle-ci fût faite seulement pas des pharmaciens.

«La question s'est aussi élevée de savoir si les pharmaciens de 2^{me} classe, membres du Conseil d'hygiène, pouvaient faire partie d'une Commission d'inspection».

Nous ne pouvons laisser passer sous silence ce point de la question, mais nous serons bref. Voici, en effet, une circulaire ministérielle du 30 octobre 1859, signée «Rouher», qui nous dispense d'autres explications personnelles :

«L'Administration ne saurait blesser de légitimes susceptibilités, sans affaiblir l'effet des visites, et en compromettre, jusqu'à un certain point, le résultat, appeler des pharmaciens d'un ordre inférieur à contrôler les opérations d'autres pharmaciens reçus par les Ecoles supérieures». Ajoutons que cette circulaire n'entraîne aucune obligation pour les préfets, ni aucun droit pour les pharmaciens de 1^{re} classe.

Visite chez les pharmaciens

Disons d'abord que la Commission doit se faire accompagner par un commissaire de police, le maire ou un adjoint, afin que s'il y avait lieu de dresser procès-verbal, le rapport puisse être régulier. Sinon ce dernier serait considéré comme nul (1).

En cas de conflit néanmoins (2), «les Juges peuvent délibérer d'après l'instruction et les débats même avec une visite irrégulière».

Dans leurs visites chez les pharmaciens, les inspecteurs

(1) Arrêt de la Cour de cassation du 28 mars 1862.

(2) Thèse de M. Duserm.

doivent, d'après l'ordre adopté par M. Dupuy dans son « Manuel de l'inspecteur » :

1° S'assurer si le pharmacien possède son diplôme.

2° Dans le cas où la pharmacie serait tenue par la veuve d'un pharmacien, veiller à ce que les prescriptions de l'art. 41 de l'arrêté du 25 thermidor an XI soient rigoureusement observées (1).

3° S'assurer si la pharmacie n'est pas dirigée par un prête-nom.

Dans ce cas, signaler dans le rapport cette infraction contre la loi (2).

4° Rechercher si les pharmaciens ne font pas, dans leurs officines, un autre commerce que celui des drogues ou préparations médicinales (3).

5° S'enquérir si les pharmaciens ont des dépôts de médicaments hors de leur pharmacie (4).

6° Rechercher si les pharmaciens possèdent deux pharmacies situées dans des locaux séparés ou dans des localités différentes (5).

(1) «Au décès d'un pharmacien, la veuve pourra continuer de tenir son officine ouverte pendant un an, à condition de présenter un élève âgé d'au moins 22 ans à l'Ecole, dans les villes où il en sera établi, au jury de son département s'il est rassemblé, ou aux quatre pharmaciens agrégés, au jury par le préfet si c'est dans l'intervalle des sessions de ce jury. L'Ecole, ou le jury, ou les quatre pharmaciens agrégés, s'assureront de la moralité et de la capacité du sujet et désigneront un pharmacien pour surveiller et diriger toutes les opérations de son officine. L'année révolue, il ne sera plus permis à la veuve de tenir son officine ouverte».

(2) Le prête-nom ne sera pas poursuivi pour exercice illégal, mais pour complicité d'exercice illégal.

Jugement du tribunal de la Seine du 21 février 1860.

Dalloz : Art. *prête-nom*.

Briand et Chaudé, p. 941.

(3) Ceci, d'après l'art. 32 de la loi de germinal qui avait simplement maintenu l'art. 4 de la déclaration du roi du 25 avril 1777. Ce dernier punissait le coupable de confiscation et fermeture. Aujourd'hui, d'amende de simple police.

(4) Ceux qui feraient la vente dans ces dépôts seraient poursuivis pour exercice illégal et le pharmacien pour complicité et pour avoir deux officines.

(5) Arrêts du Comité de l'intérieur et de diverses Cours.

7° Vérifier si le pharmacien prépare et vend les médicaments selon le Codex (1) (voir Notes justificatives, page 42).

8° Examiner le livre d'ordonnances et celui des poisons (2).

9° S'assurer si les poisons sont enfermés à clef dans un endroit sûr et spécial (3) et si le pharmacien l'a sur lui, car il ne peut la confier à personne.

10° Vérifier si les médicaments toxiques destinés à l'usage externe sont étiquetés d'une façon spéciale (4).

11° S'assurer si les élèves sont régulièrement inscrits (5).

12° Voir si la pharmacie est convenablement organisée, c'est-à-dire selon l'état actuel de la science : local convenable, appareils et ustensiles et médicaments les plus usuels.

13° Vérifier la pureté des médicaments.

Cette vérification n'est pas toujours facile. Si le Codex indique les caractères de pureté que doivent avoir les produits chimiques, il est muet sur le contrôle de la plupart des drogues et des préparations galéniques. Nous rappellerons, à ce sujet, le vœu émis par le Congrès international de pharmacie de Bruxelles tendant à indiquer des procédés aussi simples que possible pour l'essai des médicaments (rapport Duyk).

14° Rechercher si les pharmaciens détiennent, mettent en vente ou annoncent des remèdes secrets.

(1) C'est l'art. 32 du 21 germinal qui le prescrit afin que l'on sache avec certitude quel est le médicament dont on fait usage.

(2) L'inspecteur doit s'assurer : de l'exécution de l'Ordonnance du roi du 29 octobre 1846, dont en voici le résumé : La vente de toute substance vénéneuse doit être renregistrée, signée du médecin, datée et les doses énoncées en toutes lettres.

— De la Circulaire du préfet de police du 5 janvier 1847, relative à l'intervention du commissaire de police ou du maire pour la vente des poisons, etc., etc.

Notons que, depuis un arrêt de la Cour de cassation du 21 février 1856, les pharmaciens peuvent se dispenser d'écrire le nom du malade sur le registre d'ordonnances.

(3) Art. 11 de l'Ordonnance du 29 octobre 1846.

(4) Circulaire du 22 janvier 1855.

(5) Décret du 15 février 1860 : «Ce décret dit que dans les localités où il n'existe pas d'écoles de pharmacie, c'est au greffe de la justice de paix du canton qu'aura lieu l'inscription.

C'est là certainement un des points les plus importants, mais, hélas ! aussi l'un des plus négligés.

On peut facilement se rendre compte de ce que nous avançons par la définition même de ce qu'on appelle « remèdes secrets ».

Sont, en effet, considérés comme remèdes secrets ceux qui ne font pas partie de l'une des quatre catégories suivantes :

1° Les remèdes dont la formule est inscrite au Codex et devant être conservés par le pharmacien.

2° Ceux composés sur prescriptions d'un médecin.

3° Ceux achetés et rendus publics par le gouvernement.

4° Ceux dont la formule a été, avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, publiée dans le Bulletin de l'Académie de médecine.

Nous nous proposons de revenir sur cette question.

15° Vérifier si les pharmaciens se conforment à l'arrêté ministériel du 26 février 1875, concernant la vente de l'acide arsénieux destiné à l'usage interne pour le traitement des animaux domestiques (1).

16° S'assurer de l'exécution de la circulaire du 10 juillet 1856 sur le commerce des sangsues (2).

Enfin une circulaire du ministre de l'intérieur, datée du 30 avril 1898 et adressée aux préfets, recommande aux inspecteurs :

« De veiller d'une façon spéciale à l'application de la loi du 25 avril 1895 sur les sérums thérapeutiques et des décrets d'autorisation pris en vertu de cette loi ».

Cette loi dit que seules les maisons autorisées par le gou-

(1) Il ne doit être vendu que dénaturé suivant la formule :

Acide arsénieux pulvérisé	100 gr.
Colcotar	1 —
Aloès	0,50

(2) On les fraude en les gorgeant de sang ; or, elles n'en doivent contenir que 15 o/o de leur poids net au maximum (Comité consultatif d'hygiène).

vernement, après avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France et de l'Académie de médecine, pourront fabriquer ces produits.

Les pharmaciens ne devront vendre que celles indiquées dans les circulaires adressées par M. le Préfet aux inspecteurs des pharmacies.

Leur visite une fois terminée, les inspecteurs font un rapport (sur imprimé) qui est envoyé au préfet du département.

Mais la mission de l'inspecteur est-elle annuelle ou finit-elle lors du dépôt de son rapport ? (Art. 1^{er}, p. 20).

Cette question a été très controversée. Les uns estiment que la visite devant être faite au moins une fois par an, les inspecteurs ont le droit de passer dans les pharmacies aussi souvent qu'ils le veulent ; les autres pensent que le rapport, indiquant la manière dont la fonction a été remplie, ne peut être déposé que le travail est fini et que, dès le dépôt de ce rapport, les fonctions de l'inspecteur cessent. Nous penchons pour cette dernière opinion.

Dans ce rapport, la Commission aura à indiquer son appréciation générale sur les résultats de l'inspection, avec une note spéciale relative aux sérums thérapeutiques et produits analogues.

Sur la formule imprimée suivent deux colonnes : dans l'une, la Commission relève, s'il y a lieu, les situations illégales ou irrégulières, ainsi que les infractions constatées.

Et dans ce cas, alors, la préfecture indique dans la seconde colonne ses observations et les mesures prises.

Le pharmacien, en cas d'infraction ou d'irrégularité, est poursuivi correctionnellement : telle est la réglementation actuelle en France ; et, de même que les pharmaciens, les législateurs ont pensé qu'il y avait lieu, sur plusieurs points, d'y apporter des modifications.

Ce sont ces projets de réformes que nous allons maintenant étudier et discuter.

ÉTUDE DES DIFFÉRENTS PROJETS DE RÉFORMES

Tout d'abord, demandons-nous, comme l'ont fait souvent certains pharmaciens et comme cela a été dit au sein de l'Association pharmaceutique de Belgique, si l'inspection des pharmacies est nécessaire. Elle a été souvent considérée comme inutile et attentatoire à la dignité des praticiens.

Nous pensons, pour notre part, que, comme le disait M. L. Gosset (1) :

« Le fait de voir cette institution fonctionner dans tous les pays est déjà un indice indiscutable de son utilité ». — Et M. Dupuy (2) ajoute :

« L'inspection est une institution nécessaire pouvant servir de frein salutaire à la négligence et à la mauvaise foi et qui donne à la santé publique les garanties les plus sérieuses ».

A l'Assemblée nationale, d'ailleurs, MM. Riché et Ternoux, à propos de la loi du 26 mars 1851, affirmaient la nécessité d'une inspection en ces termes :

« Il faut bien placer la bonne foi sous l'égide de la loi, puisque l'autorité de la conscience ne suffit malheureusement plus pour la préserver de toute altération ».

Et plus loin ils ajoutent :

« Si la vie privée doit être murée, les magasins, dont les ventes intéressent la santé publique et le bien-être quotidien

(1) Congrès international de pharmacie tenu à Bruxelles, en août 1897, à l'occasion du cinquantenaire de l'Association générale pharmaceutique de Belgique.

(2) Etude historique et légale des inspections de pharmacie (Dupuy).

des citoyens, doivent être de verre. Les pharmacies, les drogueries et les épiceries ne doivent pas être des sanctuaires impénétrables. Falsifiés par une main cupide ou altérés par la vétusté, n'est-il pas des médicaments ou des substances alimentaires qui peuvent causer les plus graves désordres? Il importe que la surveillance puisse pénétrer dans les repaires de la manipulation frauduleuse et tarir le mal à sa source».

Et nous nous permettons d'ajouter à ce qui précède, et qui émane d'hommes supérieurs et compétents, qu'une inspection rigoureuse et sérieusement faite ne peut qu'augmenter la confiance qu'ont en nous les malades qui nous honorent de leur clientèle.

Mais nous venons de prononcer le mot. Nous avons dit, en effet : une inspection rigoureuse et sérieusement faite. Or nous pensons qu'actuellement elle est loin de remplir ces conditions.

Et d'abord, comment recrute-t-on les inspecteurs de pharmacies? nous l'avons vu précédemment avant de transcrire la loi actuelle et les attributions de cette Commission.

Comment cette inspection est-elle faite? M. Dupuy y a répondu et nous nous contentons de reproduire le passage de son travail relatif à la question (1) :

« Nommés par les préfets au mois d'avril, en général, et devant adresser leurs rapports au moins de juin, les inspecteurs des pharmacies procèdent à leurs visites annuelles, dans le courant du mois de mai, dans presque tous les départements.

» Accompagnés d'un commissaire de police, ils se présentent chez les différents pharmaciens, droguistes ou épiciers qu'ils rencontrent dans l'itinéraire qu'ils ont tracé eux-mêmes pour leur grande commodité et laissent de côté, le plus souvent,

(1) Etude historique et légale des inspections de pharmacie, p. 3 et 4.

les épiciers ou droguistes qui se trouvent en dehors de ce parcours.

»Après les compliments d'usage, adressés aux inspectés qu'ils connaissent et avec lesquels ils ont souvent des relations amicales, les inspecteurs jettent un coup d'œil rapide et plus ou moins attentif sur les médicaments et les substances alimentaires qu'on leur présente, et en apprécient la qualité et la pureté dans un examen qui dure cinq minutes au maximum, et qui se fait sans aucun réactif, la plupart du temps. Ils se retirent ensuite après avoir congratulé leurs confrères et amis sur la bonne tenue de leurs établissements, spécialement préparés à recevoir dignement une visite attendue et faite, tous les ans, à une date presque invariable».

Nous sommes aussi de l'avis de M. Guibourt, qui disait au Congrès de 1867 :

«J'ai une longue pratique de l'inspection et je puis vous assurer que ce n'est pas dans les pharmacies ou les épiceries que l'on peut juger du mal. C'est dans les magasins, les laboratoires, les caves que s'accumulent les preuves de l'incurie, de l'imprudence ou de la fraude. C'est là que, dans certaines circonstances, il est indispensable de pénétrer».

Et on a si bien compris que le système actuel ne répondait pas aux desiderata des intéressés qu'on a essayé depuis longtemps d'y apporter des modifications.

C'est ainsi que des projets de réorganisation ont été successivement proposés :

En 1864, par la Société de pharmacie de Paris.

En 1879 et en 1882, par l'Association générale des pharmaciens de France.

En 1881, par le Conseil d'Etat (M. Dubost, rapporteur).

En 1882, par la Chambre des députés (projet de M. Hippolyte Faure).

En 1883, par MM. Frébault et Delatre, qui proposent la

suppression des inspections (3^e législature, N^o 1085 ; 10 février).

Le 9 juin de la même année, par M. Naquet, rapporteur de la Commission parlementaire, qui s'exprime en ces termes :

« Il y aura un inspecteur de la pharmacie au moins par département ; il sera nommé par le ministre du commerce, sur l'avis de la Commission du Codex ; il sera choisi parmi les pharmaciens *n'exerçant pas la pharmacie*. Il devra toujours résider dans le département ».

Un autre a été proposé par le gouvernement le 21 octobre 1886.

A la Chambre des députés : le 19 novembre 1889 (rapporteur, M. Lockroy).

Le 18 juillet 1890 (M. Duval, rapporteur).

En mars 1891 (M. Lockroy, rapporteur).

Nous tenons à signaler les deux suivants, qui nous semblent exprimer l'opinion de ceux qui avaient à cœur d'étudier cette noble question dans l'intérêt de tous.

En effet, en 1893, M. Cornil, sénateur, rapporteur de la Commission, combattait, avec des arguments irréfutables et que nous nous empressons d'accepter, le système actuel. Nous verrons plus loin, et alors nous ne serons plus d'accord, ce qu'il proposait pour le remplacer.

En 1896, M. Bourrillon, député, rapporteur, plus heureux que le précédent, fit adopter quelques articles de son projet de loi sur la pharmacie. Mais, pour ce qui nous concerne, il n'a pu arriver à atteindre ce que, d'après nous, pharmaciens et malades, les principaux intéressés, sont en droit de demander à nos législateurs.

Nous nous réservons d'expliquer notre assertion dans notre critique générale.

Tous ces rapports officiels tendaient plus ou moins à l'un des deux systèmes suivants :

1° Création d'un corps de fonctionnaires spécialement chargés de l'inspection des pharmacies, et l'idée n'était pas nouvelle (1).

La création de ces nouveaux fonctionnaires assermentés avait ému, à juste titre, presque tous les pharmaciens et nous avons compris comme eux (nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises dans notre travail) qu'ils pourraient même, pour des motifs futiles, être condamnés sans avoir la facilité de faire appel.

M. Gadaud, à l'aide d'excellents arguments, dit M. La-

(1) Sur la proposition de M. Aubergier, le Congrès médical de 1845 décidait que l'inspection des pharmacies serait faite par des inspecteurs généraux nommés *ad hoc*.

Le Conseil de l'Association générale des pharmaciens de France, dans un projet soumis par lui à l'assemblée générale tenue le 23 avril 1879, proposait de confier l'inspection des pharmacies à des inspecteurs spéciaux.

Voici ce que disait l'art. 19 de ce projet :

« Des inspecteurs spéciaux, choisis parmi les pharmaciens de 1^{re} classe *ayant exercé la pharmacie*, seront chargés :

» 1^o De vérifier chez les pharmaciens la bonne qualité des médicaments simples ou composés placés dans leurs officines ou magasins ;

» 2^o De constater, s'il y a lieu, les diverses infractions prévues par la présente loi et commises soit par les pharmaciens, soit par les droguistes, soit par les épiciers, soit par toute autre personne.

» Ces inspecteurs procéderont à la dite vérification, assistés ou non du commissaire de police ou du maire, opéreront valablement toutes les saisies, feront toutes les constatations et expertises nécessaires ; *leurs procès-verbaux feront foi en justice jusqu'à preuve du contraire* ».

Nous signalons ce point spécial de la question parce qu'au cours de notre travail nous avons déjà eu l'occasion de nous y arrêter, et que nous estimons qu'il est de notre devoir de montrer le danger qu'il y aurait à accepter cette manière de voir. C'est ce que nous ferons plus loin.

L'art. 19, proposé par le Conseil, ne fut pas admis par l'assemblée, et, après la discussion, fut remplacé par l'article 20 qui figurait dans le projet de loi relatif à l'exercice et à la police de la pharmacie, voté par l'Association générale des pharmaciens de France, dans l'assemblée tenue les 21, 22, 23 avril 1879.

Cette organisation avait pour but de créer des « inspecteurs régionaux » et des « inspecteurs spéciaux ». Les uns comme les autres étaient assermentés et nous allons dire tout de suite ce que nous en pensons.

besse (1), a, devant le Sénat, fait justice de ce corps de nouveaux fonctionnaires.

Il est certain que si nous croyons illusoires les suites données actuellement aux rapports des inspecteurs, rapports qui dorment paisiblement dans les bureaux de la Préfecture, à plus forte raison nous élèverons-nous contre un pareil système d'inspection.

Que pourrait être en effet ce nouveau fonctionnaire ? Sinon, un fidèle et obéissant subordonné de M. le Préfet. Et nous ne craignons pas de le dire, nous voyons dans ce mode de recrutement un débouché trop facile pour certains amateurs de sinécures.

Au surplus, si nous nous plaignons qu'aujourd'hui (2) il y a des pharmacies qui ne sont pas inspectées comme elles devraient l'être «au moins une fois l'an», nous craignons qu'avec un inspecteur fonctionnaire certaines ne le soient jamais, d'autres très rapidement et quelques-unes «trop» minutieusement.

L'autre projet de loi n'est, selon l'expression de M. Labesse, qu'un embellissement du précédent.

Au lieu d'un inspecteur, dit-il, il en est créé deux.

Il consiste en effet à adjoindre à un professeur d'école un inspecteur assermenté choisi par le gouvernement parmi les membres du Conseil d'hygiène.

Nous pensons en outre qu'il sera difficile au professeur de remplir ces fonctions, à moins de ne négliger son enseignement.

On a enfin proposé dans plusieurs Congrès, et tel est l'avis de l'Ecole supérieure de pharmacie de Montpellier, la création

(1) Compte rendu officiel du Congrès national de pharmacie, tenu à l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris le 23 avril 1897.

(2) En effet, dans le rapport de M. Bourrillon on peut lire que, chaque année, un dixième au moins de pharmaciens n'est pas inspecté.

de « chambres de discipline départementales » auxquelles on donnerait le droit d'inspecter les pharmacies du département (1).

Nous tenons à déclarer que nous sommes partisan de la création de ces chambres de discipline, mais nous pensons qu'il ne convient pas de leur attribuer la mission de juger en dernier ressort un pharmacien, et encore moins de visiter les épiciers, les droguistes et herboristes.

Les pharmaciens choisis à cet effet ne peuvent juger saine-ment un confrère qui est en même temps un concurrent, et

(1) Dans le rapport de M. Bourrillon nous lisons : « Depuis longtemps, les pharmaciens et les médecins sollicitent la création de chambres de discipline, et c'est sur leurs instances que, dès le 13 février 1832, M. Corbières, alors ministre de l'intérieur, déposa le projet de loi suivant :.... ».

Des chambres de discipline

TITRE II

9. Des chambres de discipline surveilleront, dans chaque département, l'exercice des diverses professions qui se rattachent à la médecine.

Les chambres de discipline seront composées :

De docteurs en médecine ou en chirurgie et de pharmaciens de 1^{re} classe ; le préfet du département et le maire de la ville du même lieu en feront partie de droit.

Le préfet, à son défaut le maire, aura la présidence.

10. Les chambres de discipline pourront réprimander et censurer tout médecin, chirurgien ou pharmacien qui aurait commis des fautes tendant à priver sa profession de l'estime et de la considération publiques.

Elles dénonceront aux tribunaux les faits qui seront de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires conformément aux lois ; mais elles ne pourront intervenir en aucune manière dans les discussions de doctrines.

Elles visiteront ou feront visiter les officines de pharmacies, les boutiques et les magasins des herboristes et tous autres lieux dans lesquels seraient pratiquées ou débitées des préparations et compositions médicamenteuses, etc...». Cette proposition avait été faite par M. Hippolyte Faure, député de la Marne (le 5 juin 1882, N° 918).

(2) Au Congrès national de pharmacie du 23 avril 1897, on a proposé ce qui suit :

« Il est institué par département une chambre de discipline ayant pour mission de veiller à l'exercice loyal de la profession et de procéder à l'inspection des officines. »

« La formation de ces chambres de discipline, leur fonctionnement et le mode d'inspection des pharmacies, drogueries, seront déterminés par un règlement de l'administration publique ».

d'autre part nous ne pensons pas que les droguistes, épiciers et herboristes puissent consentir à être inspectés par eux.

Nous proposerions plutôt la division de l'inspection, l'une s'occupant spécialement des drogueries, épiceries et herboristeries, l'autre uniquement des pharmacies. C'est de cette dernière que nous parlerons maintenant.

Nous voudrions qu'une chambre de discipline soit créée dans chaque arrondissement ; elle serait chargée d'exercer une surveillance continuelle sur toutes les pharmacies de son ressort, et toutes les fois qu'il y aurait lieu à répréhension, elle ferait un rapport qui serait soumis à l'approbation du Conseil de l'école de la région.

Cependant l'intéressé en serait averti et aurait le droit de se défendre: d'abord devant la chambre de discipline, et, s'il le fallait, il pourrait fournir des explications au Conseil de l'école.

Voilà donc le milieu dans lequel nous voudrions voir choisir nos inspecteurs. Nous voudrions qu'ils soient chargés, non seulement de faire observer les lois que tous les pharmaciens et tous les législateurs ont respectées jusqu'à ce jour, mais encore, prenant de l'étranger ce qui est bon :

1° De l'inspection à l'ouverture ;

2° De l'inspection faite à l'improviste ;

3° D'une inspection spéciale pour les pharmaciens homéopathes ;

4° Et que les frais d'inspection soient supportés par la caisse de l'Etat, comme en Russie.

5° Que s'inspirant de la loi des Pays-Bas, nos législateurs comprennent la nécessité de porter le différend en appel en cas de contestation.

6° Enfin nous désirerions, comme dans beaucoup de pays d'Europe, que les aides ou élèves soient examinés à seule fin de savoir s'ils sont aptes à remplir leurs fonctions.

Ceci nous paraît devoir compléter le décret du 15 février 1860 et donner satisfaction à tous ceux qui se sont occupés de la question du stage.

Cependant si une réforme complète de la loi sur la pharmacie devait encore tarder à donner satisfaction à ceux qui y ont droit, nous proposerions comme minimum de nos revendications :

1° Que nul (médecin ou pharmacien) ne puisse inspecter dans l'arrondissement dans lequel il exerce;

2° Que tout pharmacien puisse s'adresser au préfet pour exiger, s'il y a des preuves suffisantes, une visite « extraordinaire » chez un de ses confrères;

3° Que l'inspection des spécialités soit faite au même titre que tout autre médicament.

Mais la spécialité n'implique-t-elle pas l'idée de remèdes secrets, et alors nous sommes amené à nous demander si nous avons, ou bien le droit d'en vendre, ou si nous avons celui de les contrôler.

Écoutons plutôt ce que nous dit M. Dupuy (1) :

« L'ancienne législation avait cherché à réglementer la vente des remèdes secrets, mais les anciennes dispositions ont été remplacées par la loi de germinal an XI qui, dans son article 32, défend aux pharmaciens de vendre aucun remède secret, prohibe toute annonce ou affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés ».

Nous avons déjà donné la définition du remède secret (2), et alors nous pensons avec M. Tardieu (3) que lorsque les inspecteurs trouveront chez les pharmaciens dont ils visitent les officines des médicaments tout préparés, non inscrits au Codex

(1) Manuel de l'inspecteur de pharmacie.

(2) Voir législation actuelle, art. 14, p. 25.

(3) Page 303, t. III. Art. *pharmacie, remèdes secrets*.

ils devront s'assurer si ces médicaments ont été approuvés dans les formes ci-dessus indiquées.

C'est ainsi qu'il y a quelques années, M. Chatin, alors directeur de l'École de Paris, s'était occupé de cette question et avait fait dresser des procès-verbaux contre des pharmaciens qui avaient des remèdes secrets. Aucune suite, il est vrai, n'a été donnée à ces procès-verbaux ; mais il est incontestable que dans la situation actuelle de la profession, les pharmaciens devraient être poursuivis du moment qu'ils détiennent ces remèdes interdits par la loi et demandés sans cesse par les clients et par les médecins.

M. Dupuy dit à ce sujet :

« Il est très regrettable que la nomenclature exacte des remèdes légaux ne soit pas dressée tous les ans et adressée aux inspecteurs, qui pourraient alors, en connaissance de cause, redoubler de surveillance et de sévérité pour réprimer les abus dangereux qui sont journellement signalés à cet égard.

»Malgré les prescriptions ayant pour objet la répression des annonces mensongères, l'une des pratiques ordinaires et l'un des appâts les plus sûrs du charlatanisme, nous voyons chaque jour annoncer dans les journaux et même dans les recueils spéciaux une foule de remèdes secrets et nouveaux dont la formule ne se trouve pas dans le Codex et n'a reçu aucune approbation de l'Académie aux termes du décret de 1850».

Il résulte de tout ce qui précède qu'un pharmacien peut être poursuivi parce qu'il détient et vend les remèdes dont il est question, même si ces remèdes sont ordonnés par le médecin.

Aussi M. Dupuy termine-t-il son article en disant : « Si une nouvelle législation ne vient pas modifier cet état de choses, les pharmaciens sont tous les jours sous le coup de condamnations qu'il leur est difficile, pour ne pas dire impossible, d'éviter ».

Il serait bon aussi d'inspecter d'une façon plus sérieuse non seulement les droguistes, herboristes et épiciers, mais encore les médecins et vétérinaires vendant des remèdes.

N'oublions pas non plus les hospices, les maisons de charité et surtout certains établissements qui se livrent à l'exercice illégal de la pharmacie.

En terminant, qu'il nous soit permis d'exprimer un vœu. Le gouvernement a régularisé l'exercice de la médecine; il est de toute justice qu'il fixe son attention sur la pharmacie qui en est une partie essentielle. L'une ne peut aller sans l'autre sans que la santé et la vie des hommes n'en souffrent.

Nous prions en même temps nos législateurs de s'inspirer du mot de Carret (1):

« La pharmacie est moins un métier qu'une profession savante ».

(1) Dalloz, t. XXXI.—Rapport de Carret (Rhône), séance de l'Assemblée nationale du 17 germinal an XI.

Montpellier, le 18 janvier 1899.

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

Montpellier, le 18 janvier 1899

Le Directeur,
F. JEANJEAN.

NOTES JUSTIFICATIVES

Rapport fait par Carret (du Rhône) sur le projet de loi concernant l'organisation et la police de la pharmacie. (Séance du 17 germinal an XI. — Dalloz: *Jurisprudence générale*, tome xxxi).....

«Tous les gouvernements ont étendu leur sollicitude sur un objet qui intéresse si essentiellement la santé et la vie des hommes. — En France, Charles VIII et ses successeurs jetèrent les premiers fondements de la police de la pharmacie; mais ce ne fut que sur la fin du règne de Louis XIII que cette partie de notre législation acquit quelque fixité.

»Permettez-moi, citoyens tribuns, de vous retracer ici les principales dispositions de l'édit de 1638, afin que vous puissiez comparer la loi que l'on vous propose aujourd'hui à celle qui était autrefois en vigueur :

»5. — Quiconque exerçait cette profession, sans être reçu maître et sans avoir prêté serment par devant le magistrat, encourait la confiscation de ses marchandises et une amende de cinquante francs.

»6. — Il était défendu à tout pharmacien d'employer des drogues vieilles, malsaines ou corrompues sous peine de confiscation, de cinquante francs d'amende et même de punition exemplaire.

»7. — Les maîtres nommaient six gardes qui faisaient serment, devant le magistrat de police, de bien et fidèlement exercer leur charge et de visiter trois fois par année les laboratoires de pharmacie

pour s'assurer si les pharmaciens remplissaient honorablement les devoirs de leur profession.

»8. — Il est défendu aux pharmaciens d'administrer des médicaments sans l'ordonnance d'un médecin.

.....

»Par un abus qui remonte jusqu'à l'établissement de la pharmacie en France, les apothicaires étaient confondus avec les marchands épiciers; en sorte que la préparation des médicaments était souvent confiée à des ignorants avides qui en faisaient un objet de lucre (1).

»On comprit enfin que la pharmacie était moins un métier qu'une profession savante, et l'on mit, en 1777, entre les apothicaires et les épiciers, une ligne de démarcation fondée sur la nature même des choses».

Déclaration royale du 25 avril 1777. — «.....

.....

»ART. IV. — Les maîtres en pharmacie composant le Collège ne pourront, à l'avenir, cumuler le commerce de l'épicerie.

»D'autre part :

»ART. VI. — Défendons aux épiciers et à toutes personnes de fabriquer, vendre et débiter aucuns sels, compositions ou préparations entrantes aux corps humain en forme de médicaments, ni de faire aucune mixtion de drogues simples pour administrer en forme de médecine, sous peine de 500 livres d'amende, et de plus grande s'il y échoit. Voulons qu'ils soient tenus de représenter toutes leurs drogues lors des visites que les doyens et docteurs de la Faculté de médecine, accompagnés des gardes de l'épicerie, feront chez eux; à l'effet, s'il s'en trouve de détériorées, d'en être dressé procès-verbal, signé desdits docteurs et gardes, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

(1) Nous sommes malheureusement obligé de faire observer que, même de nos jours, beaucoup de médicaments sont préparés par des industriels n'ayant aucun diplôme universitaire.

»7. — Pourront, les prévôts de la pharmacie, se transporter dans les lieux où ils auront avis qu'il se fabrique et débite sans permission ou autorisation des drogues ou compositions chimiques, galéniques, pharmaceutiques ou médicinales, en se faisant toutefois assister d'un commissaire, qui dressera procès-verbal de la dite visite, pour, en cas de contravention, y être pourvu ainsi qu'il appartiendra.

»8. — Ne pourront les communautés séculières ou régulières, même les hôpitaux et religieux mendiants, avoir de pharmacie, si ce n'est pour leur usage particulier intérieur; leur défendant de vendre et débiter aucunes drogues simples ou composées, à peine de 500 livres d'amende ».

L'honorable représentant du peuple termine son rapport en ces termes :

« Les élèves reçus par les écoles pourront s'établir dans toute la République et ceux qui seront reçus par les jurys n'exerceront que dans leurs départements respectifs. Le projet interdit la vente des compositions pharmaceutiques aux personnes qui n'auront pas subi les épreuves prescrites. Il permet aux officiers de santé d'administrer, sans officine ouverte, des médicaments dans les lieux où il n'y aura pas de pharmaciens. Il défend aux épiciers de vendre au poids médicinal (1), et aux pharmaciens de vendre au poids de commerce. Il proscriit les remèdes secrets et les étalages que les charlatans font sur les places publiques. Il soumet à un examen les herboristes dont les erreurs ont été si souvent funestes aux malades ».....

D'ailleurs, à la même époque, le Gouvernement présentait le projet de loi suivant (présenté par le Conseiller d'État Fourcroy):

« Le projet de loi dont je vais vous donner lecture est la suite et le complément de la loi sur l'exercice de la médecine, il en est aussi

(1) Ce qui en résumé signifie : poids se rapportant à la vente au détail des drogues faites suivant le formulaire légal et selon les prescriptions des médecins.

M. Laterrade ainsi que la Cour suprême pensent qu'on peut étendre cette expression même à la vente en gros des médicaments composés.

la conséquence; car le traitement heureux des malades suppose la bonne préparation des médicaments.....

» Avant la Révolution, la pharmacie était soumise en France à une foule de modes, variés suivant les différentes provinces, soit pour la réception de ceux qui voulaient l'exercer, soit pour la surveillance de la préparation et de la vente des drogues simples et composées. .

» *Titre 1^{er}.* — Six écoles de pharmacie, placées dans les mêmes villes que les six écoles de médecine, instruiront les élèves de cet art, en surveilleront l'exercice, en dénonceront les abus et en étendront les progrès.....

» *Titre 4.* — Le quatrième et dernier titre embrasse tout ce qui est relatif à la police de la pharmacie. Il prescrit d'abord aux pharmaciens établis d'adresser leurs titres aux autorités administratives et judiciaires, afin que leur droit légal soit constaté; il donne aux pharmaciens, reçus dans les écoles, le droit de s'établir par toute la République, et il restreint celui des pharmaciens reçus par les jurys à leurs seuls départements respectifs..... »

A la suite de ces règles générales, viennent celles qui sont relatives à l'inspection et à la visite des pharmacies, inspection sans laquelle toutes les dispositions précédentes seraient superflues. Elle n'avait eu lieu jusqu'à présent qu'à Paris et dans quelques grandes villes. Le projet régularise cette mesure pour toute la République.

Les jurys de chaque département feront, dans les chefs-lieux et dans les communes qui en dépendent, ce que les écoles de pharmacie seront chargées de faire dans les villes où elles seront établies, et dans celles situées à dix lieues du rayon de ce centre d'institution pharmaceutique.

Il est ensuite prescrit aux pharmaciens de ne pas vendre de remèdes secrets, de ne faire aucun autre commerce que celui des drogues, de se conformer aux dispensaires ou formules des écoles de médecine pour la préparation des médicaments. La liste des remè-

des secrets ou des compositions particulières que les journaux annoncent chaque jour, même chez les pharmaciens de Paris, prouve un relâchement dangereux dans cette partie de la police et une licence dont le plus grand nombre des hommes de l'art gémit et se plaint avec raison. Mais si la loi limite ainsi le commerce et la distribution des drogues dans les officines des pharmacies, elle doit aussi ne plus permettre aux épiciers de débiter les médicaments à côté des poisons de tous les genres et des substances alimentaires qu'ils distribuent à tous les instants de la journée. Il faut, d'ailleurs, que chacun ne fasse que ce qu'il sait faire dans des professions et des commerces qu'intéressent la santé et la vie. Il faut détruire les abus et prévenir les accidents et les malheurs dont le nombre se multiplie d'une manière effrayante

Enfin, il est encore pris des précautions sérieuses pour surveiller les herboristes ; et il est ordonné la confection d'un dispensaire ou formulaire qui sera publié par les écoles de médecine et de pharmacie.

Loi de Germinal an XI

Articles relatifs à l'inspection des pharmacies

Art. 29. — A Paris et dans les villes où seront placées les nouvelles écoles de pharmacie, deux docteurs et professeurs des écoles de médecine, accompagnés des membres des écoles de pharmacie, et assistés d'un commissaire de police, visiteront, au moins une fois l'an, les officines et magasins des pharmaciens et droguistes pour vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés. Les pharmaciens et droguistes seront tenus de représenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines et laboratoires. Les drogues mal préparées ou détériorées seront saisies à l'instant par le commissaire de police ; et il sera procédé ensuite conformément aux lois et règlements actuellement existants.

Art. 30. — Les mêmes professeurs en médecine et membres des écoles de pharmacie pourront, avec l'autorisation des préfets, sous-préfets ou maires, et assistés d'un commissaire de police, visiter et inspecter les magasins de drogues, laboratoires et officines des villes placées dans le rayon de dix lieues de celles où sont établies les écoles et se transporter dans tous les lieux où l'on fabriquera et débitera, sans autorisation légale, des préparations ou compositions médicinales. Les maires et adjoints, et, à leur défaut, les commissaires de police, dresseront procès-verbal de ces visites, pour, en cas de contravention, être procédé contre les délinquants conformément aux lois antérieures.

Art. 31. — Dans les autres villes et communes, les visites indiquées ci-dessus seront faites par les membres des jurys de médecine réunis aux quatre pharmaciens qui leur sont adjoints en vertu d'un article précédent.

Art. 32. — Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales que d'après prescription.

Ils ne pourront vendre aucun remède secret.

Ils se conformeront au Codex pour certaines préparations qui y sont indiquées.

Ils ne pourront faire aucun autre commerce que celui des drogues et des préparations médicinales.

Enfin les *articles 34 et 35* visent la vente des substances vénéneuses; nous avons eu déjà l'occasion de les voir.

Ordonnance de 1816

«L'ordonnance de 1816 enjoint aux pharmaciens de se pourvoir chacun du nouveau *Codex*». Mais cette injonction ne se trouvant ni dans aucun arrêt, ni dans la loi de germinal an XI, il ne nous paraît pas possible d'appliquer la pénalité.

Le Codex, en outre, était, au dire des hommes de l'art, fort incomplet, et il l'était devenu encore davantage à raison des progrès scien-

tifiques et les découvertes de la chimie ; aussi, en 1833, une commission fut-elle nommée pour la révision du Codex, et, en 1837, la nouvelle édition fut publiée. Avant 1884, date à laquelle parut la dernière édition, on avait publié en 1837 la troisième. Depuis 1884 il a été simplement publié, en 1896, un supplément.

On s'occupe à l'heure actuelle de la confection du nouveau Codex ; et à ce sujet nous nous faisons un devoir de citer le travail considérable publié par l'éminent et regretté Maître M. Gay, de l'Ecole de Montpellier, dans le Bulletin du Sud-Est.

Nous ajouterons qu'il serait à désirer que cette révision eût lieu à des intervalles plus rapprochés, car chaque année voit éclore un grand nombre de remèdes nouveaux dont l'art dote la pharmacie, et qui, la formule légale n'intervenant pas, ne peuvent augmenter le domaine de la pratique.

Devoirs des pharmaciens dans l'exercice de leur profession

A ceux que nous avons déjà étudiés dans le cours de ce travail, nous ajouterons que (Dalloz, t. xxxi, p. 590) :

« Les pharmaciens doivent non seulement bien préparer les médicaments, mais encore les classer avec ordre pour éviter les méprises. Ils doivent écrire le nom des remèdes en langue vulgaire et non en caractères hiéroglyphiques. Ils doivent veiller à ce que les instruments du laboratoire soient entretenus avec soin. Le nom des pharmaciens doit être inscrit sur leurs enseignes et sur les substances sortant de leur officine. Il importe qu'ils mettent à part les poisons pour qu'ils ne se trouvent pas confondus avec d'autres médicaments.

» Il n'est pas permis aux pharmaciens de rectifier les ordonnances dans lesquelles ils croient apercevoir des erreurs. Leur devoir, dans ce cas, est d'en référer immédiatement au médecin, sous peine d'encourir une responsabilité qui pourrait avoir de graves conséquences ».

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- DALLOZ. — Répertoire de législation de doctrine et de jurisprudence, article *médecine et pharmacie*. Tome XXXI.
- Article *prête-nom*.
- DUVERGIER. — Collection complète des lois, décrets, ordonnances. — Règlements et avis du Conseil d'État, année 1846. Tomes XXIII et XLVI.
- DUSERM. — Thèse de doctorat en droit, 1891.
- BEAUCHAMP. — Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur.
- DUBRAC. — Traité de jurisprudence médicale et pharmaceutique.
- DUPUY. — Manuel pratique de l'inspecteur des pharmacies.
- Etude historique et légale sur les inspections des pharmacies.
- Cours de pharmacie. Tome I, p. 106.
- BRIAND et CHAUDÉ. — Jurisprudence, p. 941.
- Journal de pharmacie et de chimie*, 89^e année, 6^e série, tome VIII, N^o 11, décembre 1898.
- Bulletin de pharmacie du Sud-Est*, juin 1897.
- — Octobre 1898.
- SÉNAT 1894: Rapport du sénateur M. Cornil, session 1893, N^o 21.
- CHAMBRE DES DÉPUTÉS: Rapport du député M. Bourrillon, session extraordinaire de 1896, N^o 2098.
- Comptes rendus: N^{os} 14, 319, 572, 752, 847, 5^e législature.
- Journal officiel*: 21 et 22 mars 1891; 27, 28, 30 juin, 1^{er} juillet 1893.
-

PRÉPARATIONS A EFFECTUER

Acide chlorhydrique pur, 1 litre.

Chlorhydrate d'ammoniaque purifié.

Turbith minéral.

Bromure d'ammonium.

Coton iodé.

Poudre d'asa foetida.

Crayon d'iodoforme élastique.

Vaseline boriquée.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Préface.	VII
Introduction.	IX
Fonctionnement à l'étranger.	41
Législation actuelle en France.	48
Etude des différents projets de réformes.	25
Notes justificatives.	37
Index bibliographique.	44
Préparations à effectuer	44
